

Les dessous de la philanthropie

Par Marc-Olivier Déplaud et Nicolas Larchet

Dans cet entretien, Linsey McGoey s'interroge sur la nature des organisations philanthropiques telles que la Fondation Gates et l'Initiative Chan Zuckerberg. Abordant les aspects problématiques du « philanthrocapitalisme », elle attire l'attention sur le manque croissant de transparence et de redevabilité de ces fondations.

Linsey McGoey est *senior lecturer* en sociologie à l'Université de l'Essex. Sa thèse de doctorat a été consacrée à l'étude des stratégies d'ignorance employées par les régulateurs britanniques lors des controverses suscitées par le lien entre des cas de suicide et la consommation d'antidépresseurs. Par la suite, elle a publié plusieurs travaux de recherche sur la sociologie de l'ignorance, et a notamment co-dirigé avec Matthias Gross le *Routledge International Handbook of Ignorance Studies* (2015). Depuis plusieurs années, elle se consacre à l'étude du « philanthrocapitalisme », et a publié en 2012 un article à ce sujet dans *Poetics*, « Philanthrocapitalism and Its Critics ». Elle a également publié en 2015 *No Such Thing as a Free Gift : The Gates Foundation and the Price of Philanthropy*, un ouvrage sur la Fondation Bill et Melinda Gates qui a été très bien accueilli par le public. Cette étude développe une critique minutieuse des politiques mises en place à travers le monde par la Fondation Gates dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et de la santé.

La Vie des idées : De quelle manière votre intérêt pour le champ des « ignorance studies » s'est-il développé durant votre doctorat ?

Linsey McGoey : Lorsque j'ai commencé mon Master, je m'intéressais alors encore à certaines problématiques que j'avais étudiées lors de mon séjour en Amérique du Sud. Je m'intéressais à l'économie politique de la gouvernance de l'économie globale, ainsi qu'à certaines clauses de politiques économiques que le FMI souhaitait voir appliquer par plusieurs pays, comme l'Argentine. Cependant, mes recherches ont pris une toute autre direction lorsque j'ai

commencé mon doctorat en sociologie, puisque j'ai désiré mener une étude très approfondie des institutions occidentales. Par conséquent, plutôt que de poursuivre mes recherches dans un cadre non-occidental, j'ai décidé de mener une étude, basée sur des entretiens, sur la réglementation des produits pharmaceutiques au Royaume-Uni, en partie parce que je m'inquiétais du degré d'influence politique des entreprises pharmaceutiques. J'ai eu la chance de faire mon doctorat avec Nicolas Rose, qui fut un excellent mentor et directeur de thèse. En m'intéressant à son travail, je me suis plongée dans l'étude de Michel Foucault. C'est par une lecture productive et presque volontairement erronée de certains des travaux de Foucault sur le lien savoir-pouvoir que j'ai été amenée à me pencher sur l'utilisation stratégique de l'ignorance. De la même façon, j'ai également lu le travail de Nietzsche (encore une fois avec profit et d'une manière légèrement contre-intuitive), en particulier *Par-delà bien et mal* lorsqu'il parle de cette sorte de réciprocité entre la volonté de savoir et la volonté d'ignorance. En m'appuyant sur cette expression de Nietzsche, « la volonté d'ignorance », j'ai commencé à aborder les organismes de réglementation des produits pharmaceutiques en adoptant une approche particulière consistant à se demander : « qu'essaient-ils de ne pas savoir ? » Ce n'est en effet pas dans leur intérêt institutionnel de reconnaître l'existence de certains phénomènes qui rendraient impossibles à exécuter les diverses missions qu'ils doivent assumer face à un grand nombre de publics (*constituencies*) différents. Ils doivent ainsi préserver la sécurité publique tout en apaisant les acteurs du secteur pharmaceutique. J'ai découvert qu'en raison de ce double besoin – ou de ce double souci –, ils essaient parfois de manière stratégique de ne pas prendre connaissance de certaines informations sur les effets indésirables des produits pharmaceutiques. Cela m'a amenée à travailler sur la sociologie de l'ignorance.

La Vie des idées : Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser à la Fondation Gates et aux soi-disant « philanthrocapitalistes » ?

Linsey McGoey : À la suite de mon doctorat, j'ai eu la chance d'obtenir un poste de chercheuse postdoctorale à l'université d'Oxford. J'ai travaillé au sein de deux centres de recherche. Au sein du Département de géographie, j'ai travaillé avec Andrew Barry qui a mené des recherches très importantes, visant à comprendre les jeux existants entre la culture du secret et celle de l'entreprise. Après ce travail postdoctoral avec Andrew Barry, je suis allée à la Saïd Business School, qui venait d'ouvrir ses portes à Oxford et qui disposait d'une division en *science & technology studies*, où travaillaient Steve Woolgar et Steve Rayner. J'étais très intéressée par la publication récente d'un ouvrage écrit par Matthew Bishop et Michael Green, *Philanthrocapitalism : How the Rich Can Save the World*. Ayant nourri depuis longtemps un intérêt pour les mouvements politiques et les mobilisations altermondialistes et m'y étant activement engagée, ayant également depuis douze ou treize ans suivi les politiques de gauche avant mon arrivée à Oxford, je fus assez étonnée de la manière assez positive dont Bishop et Green promouvaient cette notion de philanthrocapitalisme. Au sein de la Saïd Business School, ce phénomène était appréhendé d'une manière relativement dépourvue de scepticisme et de dimension critique. On y soutenait, de façon déconcertante, qu'il était possible d'associer le

monde des organisations à but non lucratif et celui des entreprises capitalistes dans n'importe quel domaine. La description que Bishop et Green font du philanthrocapitalisme véhicule l'idée que les organisations à but non lucratif essaient de plus en plus d'appliquer des mécanismes d'organisation et des stratégies de maximisation des profits qui étaient jusqu'alors propres au monde de l'entreprise. Pour eux, le philanthrocapitalisme correspond essentiellement à l'idée selon laquelle le capitalisme est un phénomène naturellement philanthropique car il crée certaines formes de dynamisme qui stimulent la croissance économique, ce qui permet forcément d'obtenir des effets positifs pour tous. C'est ainsi qu'ils conçoivent la chose.

Ayant pour ma part depuis de longue date nourri un intérêt pour l'histoire du développement capitaliste ainsi que pour les approches économiques et politiques critiques du soi-disant laissez-faire des économies capitalistes, je demeurais résolument sceptique quant à l'idée que le capitalisme était lui-même, naturellement, un mode bénéfique, généreux, d'organisation économique. Je me suis donc mise à étudier le phénomène en conduisant des entretiens auprès d'un certain nombre d'institutions qui s'inquiétaient de l'influence grandissante de la Fondation Gates. J'avais besoin d'un exemple concret pour étudier le nouveau philanthrocapitalisme et j'ai choisi la Fondation Gates.

La Vie des idées : La création d'une fondation peut être envisagée comme une manière de produire de l'ignorance, de dissimuler des pratiques entrepreneuriales suspectes. Pourquoi avez-vous décidé de ne pas aborder ce sujet dans votre livre ?

Linsey McGoey : Pour de nombreuses raisons, j'ai volontairement décidé d'essayer de dissocier – ou du moins de ne pas associer – mon intérêt pour les utilisations productives de l'ignorance et mon travail sur la philanthropie que j'ai mené dans cet ouvrage particulier. La raison principale était que je désirais être lue par le grand public. Il y a donc très peu de théorie sociologique dans le livre sur la Fondation Gates. C'était la première fois que je m'efforçais d'écrire d'une façon plus journalistique et d'exprimer de la manière la plus limpide possible des idées qui auraient pu, de différentes façons, être contre-intuitives pour le grand public. Beaucoup de gens ne se doutent pas que des organisations philanthropiques, aussi admirées et reconnues que la Fondation Gates, puissent être à l'origine d'effets accidentels, en ce que certaines de leurs activités peuvent avoir des conséquences dommageables sur une population donnée, comme ce qui s'est passé lorsque la Fondation Gates a essayé de s'impliquer dans l'éducation publique aux États-Unis... Cela partait d'une bonne volonté : la Fondation Gates désirait améliorer les critères éducatifs, mais un certain nombre de mesures adoptées, comme les initiatives dans les petites écoles, la volonté de privatiser ou encore le soutien apporté aux *charter schools*, ont, à mon sens, eu des conséquences plus négatives que positives. En outre, quoique cela a été réalisé de manière plus explicite, la Fondation Gates a joué un rôle très important dans la tentative d'impliquer le secteur privé dans les politiques de développement : les actions menées par la fondation, bien intentionnées ou non, ont eu des conséquences assez catastrophiques pour certains milieux qui avaient tenté d'émettre des doutes sur cette

philanthropie, mais dont les tentatives n'ont trouvé que peu d'écho auprès de la Fondation Gates. De même, ces milieux ne sont pas arrivés à faire reconnaître leurs inquiétudes auprès d'un public plus large, qui ne comprend souvent pas que des organisations philanthropiques puissent parfois perpétuer les inégalités ou asseoir le pouvoir des bienfaiteurs plutôt que promouvoir, d'une certaine façon, un plus grand degré de démocratisation. La complexité de ces questions les rendait si difficiles à expliquer de manière claire que j'ai volontairement décidé de ne pas aborder dans ce livre les utilisations stratégiques de l'ignorance.

La Vie des Idées : Les fondations sont réputées pour fonctionner de manière opaque, ce qui rend tout travail sociologique à leur sujet très difficile. Auriez-vous un conseil à donner aux jeunes chercheurs qui s'intéressent à ce domaine ?

Linsey McGoeys : Il me semble que nous sommes confrontés à une situation qui se complexifie, en ce qui concerne l'accès aux dynamiques de prises de décision de ces institutions. Je pense que les problèmes liés à l'absence de transparence vont empirer dans les années à venir. Il faut donc être réaliste quant aux risques à venir. La majorité des entretiens reproduits dans mon livre n'ont pas été réalisés auprès d'employés de la Fondation Gates. Il est vrai que j'ai d'abord réussi à obtenir deux entretiens avec des employés de la fondation avant que mon autorisation d'accès ne soit révoquée. Mais ces entretiens ont été réalisés par téléphone, je ne me suis jamais rendue sur place et on ne m'a jamais permis de m'y intéresser de manière plus poussée. J'ai cependant réussi à obtenir des informations utiles à propos d'autres activités de la fondation auprès de personnes qui ont été affectées par ses pratiques. J'ai réalisé des entretiens auprès de l'Organisation mondiale de la santé, de Médecins Sans Frontières... en bref, auprès d'un certain nombre d'organisations qui font tout à la fois l'éloge de la fondation et expriment des inquiétudes à son sujet. Une autre façon d'avoir accès à des informations relatives à l'activité d'une fondation est de consulter leurs formulaires 990, rendus obligatoires par l'IRS (Internal Revenue Service, l'organisme américain de collecte des impôts). Malheureusement, contrairement aux fondations plus traditionnelles comme la Fondation Gates, une grande partie des nouvelles organisations philanthropiques ne vont pas être soumises à l'obligation de fournir des formulaires 990. Ainsi, l'une de mes plus grandes inquiétudes, si l'on prend par exemple l'Initiative Chan Zuckerberg, qui a été fondée en 2015 par Mark Zuckerberg, est qu'elle ne fonctionne pas de manière traditionnelle. C'est une société à responsabilité limitée, et en conséquence de sa création comme structure entrepreneuriale, elle n'est pas soumise aux mêmes règles de transparence que la Fondation Gates. Nous en apprendrons certainement beaucoup moins sur l'Initiative Chan Zuckerberg que ce que nous savons sur la Fondation Gates. Nous serons ainsi beaucoup plus dépendants de ce qu'ils choisiront de partager avec le public.

Il me semble qu'il faut aborder la question avec une attitude salubre de scepticisme. Les chercheurs doivent essayer de pousser le plus possible les médias traditionnels à adopter une approche plus critique des organisations philanthropiques. L'une de mes plus grandes découvertes, développée dans mon livre, a été de comprendre qu'au début du vingtième siècle,

la nature et les intentions des organisations philanthropiques et des philanthropes – tels que Andrew Carnegie et John D. Rockefeller –, ont donné lieu à un débat public très animé et très virulent. Une centaine d'années plus tard, on ne retrouve presque rien de cet intérêt public, à l'exception notable des élections présidentielles américaines de 2016. Nous avons assisté à un intérêt soudain et un engagement public bienvenu quant à la politisation des activités de la Fondation Clinton et de la Fondation Trump. Cette volonté politique accrue offre aujourd'hui la possibilité au jeune chercheur de l'exploiter afin d'étudier les organisations philanthropiques et leurs effets, et de trouver des moyens de forcer ces organisations à répondre aux critiques qu'on leur oppose de manière ouverte. Si elles se prétendent bienfaitrices de l'humanité, elles peuvent atteindre ce but en s'ouvrant à des représentants du public, avec qui les fondations ont pu avoir des réticences à dialoguer dans le passé.

La Vie des idées : Contrairement aux institutions publiques, les organisations philanthropiques ne sont pas contraintes de rendre de comptes sur leurs dépenses et investissements. Comment expliquez-vous cette différence de traitement ?

Linsey McGoeey : Cela s'explique par l'influence politique des bienfaiteurs qui ont réussi à convaincre les régulateurs que la démocratie prospère de manière plus efficace si plusieurs institutions poursuivent différents buts. Certains adoptent une position philosophique forte pour défendre l'exemption des organisations philanthropiques aux exigences de transparence auxquelles sont soumises les institutions publiques, des exigences auxquelles les instances élues doivent se soumettre. Pour ma part, je n'adhère pas à cette position philosophique. D'un point de vue normatif, je suis véritablement inquiète quant à la manière dont les philanthropes ont réussi à exploiter cette position politique défensive très discutable afin de n'être soumis qu'à très peu de surveillance de la part du public, qu'ils sont supposés servir. D'un point de vue historique, les quelques très rares réglementations auxquelles ont été soumises les fondations sont apparues lorsque, pour une raison ou une autre, il y a eu une volonté transpartisane pour définir les limites de certaines organisations, pour restreindre l'influence de certaines fondations. Dans les années 1950 et 1960, des conservateurs se sont inquiétés de l'influence de gauche qu'exerçaient, selon eux, certaines des principales organisations des années 1950, comme la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller, qui, à leurs yeux, ne prêtaient pas suffisamment attention aux besoins du secteur privé aux États-Unis. Il s'est ainsi passé quelque chose de très inhabituel dans les années 1970 : le petit-fils de Henry Ford a démissionné, de manière très visible, du conseil de la Fondation Ford, en estimant que ses activités ne répondaient pas de manière satisfaisante au besoin de protéger le secteur industriel privé, ou de permettre aux organisations capitalistes de prospérer. Ses critiques concluaient plusieurs décennies de débat virulent durant lesquelles des porte-paroles et des élus conservateurs avaient défendu l'idée que les fondations devaient être soumises à certains contrôles. Cela a abouti à l'instauration de dépenses minimales, ce qui signifiait que les fondateurs ne pouvaient conserver indéfiniment les dotations sans les redistribuer aux membres du public. Cela a également conduit à l'obligation de déclarer toutes les subventions versées par l'intermédiaire des formulaires 990. À l'instar de chercheurs influents

vivant aux États-Unis, je réclame depuis longtemps la mise en place d'une enquête menée par le Congrès, similaire à celles qui ont permis d'adopter la Loi sur la réforme fiscale de 1969 (*1969 Tax Reform Act*). Cependant, il me semble qu'il n'y a, en ce moment, que très peu de volonté de voir aboutir une telle réforme aux États-Unis. Les activités philanthropiques et caritatives de M. Trump lui-même sont évidemment incroyablement douteuses. De nombreuses interrogations ont été soulevées quant au fait qu'il ait jamais distribué de l'argent, et il n'a pas eu à rendre de comptes à ce propos. La tenue d'un débat politique à ce sujet dans les trois ou quatre prochaines années me semble donc hautement improbable.

La Vie des Idées : Les philanthrocapitalistes présentent souvent leurs pratiques comme « nouvelles », alors que c'est loin d'être le cas. Comment interprétez-vous cette amnésie ?

Linsey McGoey : Ce qui est intéressant, à propos des nouveaux philanthrocapitalistes – de ceux qui se revendiquent philanthrocapitalistes –, est la manière qu'ils ont de proclamer leur propre nouveauté. Cette présomption est problématique, tout d'abord parce que les nouveaux philanthrocapitalistes insistent, comme jamais auparavant, sur la nécessité de mesurer l'impact de leurs donations et subventions. En outre, ils pensent que leurs efforts pour combiner les domaines du secteur privé et du secteur à but non lucratif ont quelque chose de révolutionnaire ou d'avant-gardiste. Aucune de ces positions n'est historiquement fondée ou correcte. Afin de réfuter cette idée de nouveauté qu'ils essaient d'exploiter ou de diffuser, il suffit simplement de repenser à deux mouvements-clés. Ainsi, John D. Rockefeller et Andrew Carnegie étaient littéralement obsédés par le désir de montrer l'impact de leurs activités philanthropiques. Ils souhaitaient très précisément séparer leur propre action caritative de la notion d'aumône inscrite dans la conception chrétienne de la charité, selon laquelle la générosité et le mérite résident dans le fait de donner, indépendamment de l'effet concret sur celui qui reçoit. Dans la théologie chrétienne, c'est l'influence sur celui qui donne qui importe. Carnegie comme Rockefeller étaient chrétiens, en particulier Rockefeller qui était un Baptiste pratiquant. Mais il estimait que cet ethos chrétien était peu satisfaisant du point de vue de la philanthropie. Il désirait calquer sa pratique du don sur les exigences de rendement et d'efficacité organisationnelle qu'il avait expérimentées dans le domaine des affaires. Il faisait partie en cela du mouvement dit de l'« efficacité » (« *Efficiency Movement* »), qui a pris de l'importance à la fin du 19^{ème} siècle, et qui se fondait sur certains principes du taylorisme très influents dans tous les aspects du développement industriel. Les philanthrocapitalistes d'aujourd'hui ne reconnaissent absolument pas l'existence de cet *Efficiency Movement* qui s'appliquait spécifiquement aux activités philanthropiques il y a plus de cent ans. Je ne sais pas si leur amnésie de cet héritage historique est simplement le résultat d'une ignorance sincère, ou si cela est le produit d'une stratégie visant à retirer des profits politiques de leur apparence faussement révolutionnaire ou avant-gardiste. Il me semble important de faire connaître cette histoire afin de contredire l'idée que parce qu'ils appliquent de nouvelles méthodes, cela mènera forcément à des résultats positifs. En fait, il y a eu des tentatives combinant insistance sur l'efficacité et don philanthropique, et cela a parfois donné des résultats positifs. On a cependant constaté que, lors de la Grande Dépression des

années 1930, l'absence d'un État fort pour soutenir et aider les individus les plus marginalisés par la crise économique a mené à la création d'une infrastructure étatique qui a joué un rôle majeur pour atténuer certains effets négatifs des activités philanthropiques, qui étaient en train de disparaître. Il n'y avait tout simplement plus assez d'argent pour financer ces activités. Ainsi, quelles que soient vos velléités d'efficacité en matière de don, le fait que vos efforts ne sont pas nécessairement durables a pour résultat qu'ils ne sont pas toujours aussi efficaces que vous voulez le faire croire.

Première publication dans *Books&Ideas*, le 13 février 2017. Traduction vers le français réalisée par Mélanie Cournil

Publication dans laviedesidees.fr, le 22 mai 2017.